Si la droite se décidait enfin à jouer la vraie carte libérale

Depuis des décennies le mode de pensée de la classe politique est marqué par le jacobinisme et le colbertisme. Ce dernier permet de développer « l'Etat spectacle » et « l'Etat guichet ». Cela produit en permanence des effets d'annonce qui privilégient le court terme électoral par rapport à la stratégie. Le résultat est qu'il n'y plus aucune cohérence de l'action publique.

Cela empêche aussi de procéder à toutes les réformes nécessaires pour faire mieux fonctionner notre économie et créer des emplois. Jacques Chirac a très bien incarné ce qui provoque le déclin français. L'histoire condamnera probablement ce président sans qualités qui ne s'est mis qu'au service de lui même.

Le libéralisme au contraire n'est pas une idéologie, mais la simple constatation qu'une forme de production décentralisée et prenant ses informations d'un système de prix libres arrive à de biens meilleurs résultats sur le long terme qu'un système de production lié à l'état.

Dans les traces de Jacques Chirac, Alain Juppé était le favori des médias, pour les primaires de la droite. Comme avec Hillary Clinton, les instituts de sondage se sont encore trompés, car il semble qu'une majorité de français ne veulent plus entendre parler du « politiquement correct » qui étouffe la France depuis des décennies. La société civile ne supporte plus le jacobinisme.

On peut malheureusement faire confiance à Alain Juppé pour nous expliquer, que voter pour lui serait la seule façon « d'éviter l'arrivée de Marine Le Pen ». En la désignant de façon obsessionnelle comme la seule adversaire on en fait la représentante du parti anti-système. Il va certainement reprendre abondamment les arguments favoris de la gauche « au secours l'ultra libéralisme revient »…

Il serait souhaitable que les débats du second tour des primaires nous ramènent à la question clef de la croissance. Cela passe inévitablement par une baisse de la dépense publique, un recentrage de l'Etat sur ses vraies fonctions et la libéralisation de l'économie, au moyen d'un renforcement de la concurrence et d'une fiscalité favorable à la croissance. Quel qu'il soit, le futur président se heurtera au choc des réalités.

Aujourd'hui, il est trop facile de rendre la mondialisation responsable de notre déclin industriel, des délocalisations et du chômage. La croissance ne peut se produire que grâce à la concurrence et à l'investissement. En revanche, le déclin peut se poursuivre par le déficit public et le manque de réformes franches.

Il est donc temps de s'attaquer sérieusement à la diminution des dépenses publiques. Il est urgent d'alléger les contraintes qui pèsent sur les PME et les TPE. Il faut le plus vite possible réconcilier les français avec leurs entreprises, afin de faire en sorte que leur épargne irrigue ceux qui créent des entreprises, investissent et créent des emplois

La gauche s'est trompée quand elle a cru pouvoir faire oublier la hausse spectaculaire du chômage en vendant la « modernisation de la famille » ou celle du code pénal. Elle n'a fait en réalité qu'ajouter une crise de société à une crise économique. Les français sont extrêmement anxieux face à la métamorphose de leur communauté nationale.

La gauche française s'est épuisée à ne pas faire de réformes, car son électorat en est le principal bénéficiaire. Elle est en voie de marginalisation, car ses défaites successives sont le signe de l'accélération de son déclin et de sa possible sortie de l'histoire au profit de la droite.

Le déclin français est impressionnant

En France, **le chômage repart à la hausse**. On est remonté à 10% de la population active. La France compte près de 13M de travailleurs indépendants dont personne ne s'occupe vraiment.

En matière de compétitivité on assiste au grand décrochage français. Au mois de septembre la production industrielle s'est repliée de 1,1%. Quand François Hollande est arrivé à l'Elysée l'économie française représentait 76,2% de l'économie allemande. Aujourd'hui selon Eurostat nous sommes à 71, 9%. Le grand tort de la France est de se comporter comme si elle n'avait pas de concurrents alors que des pays émergents ou l'Espagne proposent des produits voisins de ceux de la France avec des coûts de production beaucoup plus bas.

L'instabilité fiscale a trop duré. Sur les actions gratuites, élément essentiel pour attirer et garder tous ceux qui innovent dans les entreprises, on assiste au troisième changement de régime fiscal en cinq ans alors que plus de 100 000 cadres sont concernés. C'est un outil

indispensable pour récompenser justement tous ceux qui ont du talent.

Les actionnaires individuels sont de plus en plus rares et les fonds de pensions manquent cruellement pour éviter à de nombreuses entreprises de passer sous le contrôle d'investisseurs étrangers.

La retenue à la source va être un véritable cauchemar pour les entreprises. Il concernera une assiette de 1000 Md€

L'examen du dernier budget du gouvernement Valls est uniquement un budget de campagne électorale comprenant une série de cadeaux fiscaux profitant à l'actuelle majorité mais qui devront être financés par celle qui suivra, des « économies » qui ne se manifesteront pas, de la cavalerie budgétaire et enfin des dépenses oubliées.

En Allemagne la croissance faiblit. Le recul des exportations est la cause du ralentissement de l'activité au T3. Le développement du protectionisme des Etats Unis toucherait l'économie allemande dont les US sont le premier marché.

Tout cela n'empêche pas l'Allemagne de continuer à réaliser des excédents commerciaux très importants, d'être dans une situation de quasi plein emploi et d'enregister régulièrement des surplus budgétaires.

En Italie peu de commentateurs semblent s'être aperçu que Beppe Grillo dirigeant du Mouvement 5 étoiles est devenu le premier parti d'Italie.L'Italie est à l'offensive contre une commission pourtant indulgente à son égard.